GNL, métaux et matières premières agricoles : conséquences pratiques

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Pour les sociétés de négoce

La diversification de la place de négoce crée des opportunités et des obligations pour les sociétés de négoce. Un desk GNL à Singapour doit connaître les conditions d'accès au terminal et le rôle de Singapore GasCo en tant qu'acheteur pour le marché intérieur. Un desk métaux a besoin d'accéder aux services de compensation de SGX et aux réseaux d'entrepôts de la région. Un négociant agricole doit mettre en place des systèmes de traçabilité qui satisfont les clients européens et les prêteurs singapouriens. Un desk carbone doit vérifier l'autorisation et l'intégrité de chaque crédit.

Ces exigences ont des points communs. Toutes reposent sur la documentation : de l'origine, de la qualité, du titre de propriété et du statut juridique. Toutes supposent aussi une coopération entre négociants, juristes, responsables de la conformité et spécialistes des données. La maison de négoce de 2026 est autant une organisation de gestion de l'information qu'une organisation de transport des marchandises.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Pour les banques et les prêteurs

Les banques qui financent ces opérations font face à de nouveaux risques. Chaque cargaison de GNL vaut des dizaines de millions de dollars et est souvent financée au moyen des structures décrites au chapitre H.I. Le financement des métaux dépend de l'intégrité des récépissés d'entrepôt, dont les fraudes examinées au chapitre H.II ont montré la vulnérabilité. Le financement agricole dépend de la capacité de l'emprunteur à démontrer le respect des règles de durabilité. Le financement du carbone dépend du statut juridique des crédits. Dans chaque cas, le prêteur doit regarder au-delà de l'opération, jusqu'à l'actif sous-jacent et sa documentation.

Liste de contrôle pour les praticiens

- Pour le GNL, vérifier les règles de licence des importateurs et d'accès prévues par le Gas Act (loi sur le gaz) ainsi que le rôle actuel de Singapore GasCo en tant qu'acheteur centralisé pour le secteur de l'électricité.
- Pour le minerai de fer et les autres dérivés sur métaux, identifier la chambre de compensation, l'indice de référence et les règles de marge, et apprécier si la couverture correspond à l'exposition physique.
- Pour les warrants et les récépissés d'entrepôt, vérifier l'exploitant de l'entrepôt, l'existence du métal et la chaîne des titres de propriété, en particulier lorsque les récépissés sont financés par plusieurs banques.
- Pour l'huile de palme, le caoutchouc, le cacao, le café, le soja et le bois destinés à l'Union européenne, collecter les données de géolocalisation des parcelles de production et les informations nécessaires à la déclaration de diligence raisonnée du client au titre du règlement (UE) 2023/1115.
- Examiner la base de fournisseurs au regard des risques liés au Transboundary Haze Pollution Act 2014 (loi sur la pollution transfrontalière par la brume sèche), en particulier lorsque des fournisseurs opèrent sur des tourbières à Sumatra ou à Kalimantan.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

- Pour les crédits carbone, confirmer la méthodologie du projet, le millésime, le registre, l'autorisation de l'État hôte et tout ajustement correspondant, et vérifier leur éligibilité au titre de la taxe carbone.
- Documenter dans le contrat la nature juridique des crédits carbone et des autres actifs inscrits dans un registre, y compris le transfert de propriété, l'insolvabilité et le droit applicable.
- Prendre en compte les sanctions et les contrôles à l'exportation pour chaque matière première et chaque contrepartie, comme le décrit le chapitre H.IV.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com